

Le « fléau » des cratères de la mer Morte

L'étendue saline s'assèche inexorablement, entraînant la formation de milliers de crevasses, les « dolines »

REPORTAGE

EIN GEDI (ISRAËL) - envoyée spéciale

Les hauteurs du kibboutz d'Ein Gedi offrent une vue inoubliable sur la mer Morte, étendue d'eau bleu cobalt ourlée de concrétions de sel et bordée d'escarpements rocheux. Mais Yehuda Roth est accoutumé à ce paysage qu'il a le loisir de contempler depuis plus de quarante ans. C'est un autre aspect du panorama qui retient l'attention de l'ingénieur hydraulique, habitant historique du kibboutz. « Regardez, dit-il en désignant un large périmètre s'étendant au pied des falaises. Avant, ici, c'était couvert de palmiers, tout était vert. Aujourd'hui, la moitié de nos plantations de dattiers sont "kaputt". » Sur une parcelle se dresse tristement une rangée d'arbres laissés à l'abandon, carbonisés par le soleil.

A Ein Gedi, la phœniciculture – la culture des dattes – est directement menacée par les « dolines », ces trous qui s'ouvrent dans le sol à mesure que la mer Morte se retire. Le bassin aquatique le plus bas du globe s'assèche inexorablement, et la multiplication des cratères en est l'un des symptômes les plus alarmants. En reculant, l'eau laisse derrière elle un terrain truffé de poches de sel. Au contact de l'eau douce, celles-ci peuvent s'effondrer brusquement, avalant tout ce qui se trouve à la surface.

En janvier, une portion de la route 90, le grand axe longeant la mer Morte côté israélien, s'est affaissée à cause d'une doline. La voie est maintenant fermée à la circulation en contrebass d'Ein Gedi, obligeant les automobilistes à un contournement fastidieux à travers les champs du kibboutz.

Les premières crevasses se sont formées dans les années 1980. On en recensait un millier en 2005. Il y en aurait désormais près de 5 000, selon les estimations du géologue Eli Raz, l'un des plus éminents spécialistes israéliens



Un cratère, ou « doline », apparu près du kibboutz d'Ein Gedi, en octobre 2014. ABIR SULTAN/EPA

de ce phénomène. Elles sont principalement concentrées sur la rive ouest, partagée entre Israël et les territoires palestiniens. « C'est un véritable fléau pour les infrastructures, l'agriculture, le tourisme et l'écosystème ; pourtant je ne vois aucune solution s'esquisser à court terme, se désole le chercheur, lui-même tombé dans un gouffre, il y a une quinzaine d'années, dont il est ressorti indemne. Soit les responsables politiques ne voient pas ce qui se passe, soit ils refusent de comprendre le problème. »

Le Jourdain surexploité

Celui-ci est pourtant bien connu : le niveau de la mer Morte ne cesse de baisser, d'environ 1,20 mètre chaque année. En cinquante ans, sa surface a régressé d'un tiers. « Et cela n'a rien à voir avec le réchauffement climatique. C'est le résultat de l'intervention humaine

et d'une mauvaise gestion des ressources en eau, souligne Gidon Bromberg, le directeur pour Israël de l'association régionale de défense de l'environnement Eco-Peace Middle East. Maintenant, la nature se venge. »

Alimentée depuis toujours par le Jourdain, cette étendue d'eau ultrasaline ne reçoit presque plus rien. Israël, la Jordanie et la Syrie surexploitent le fleuve biblique pour les besoins d'une démographie en pleine explosion, multipliant les barrages sur ses affluents. Par endroits, le Jourdain n'est plus qu'un ruisseau d'eau boueuse. Dans le même temps, la mer Morte paie un lourd tribut aux industriels spécialisés dans l'exploitation de ses minéraux. Pour extraire la potasse et le magnésium, ces entreprises pompent d'énormes quantités d'eau qu'elles laissent ensuite s'évaporer.

Le recul du rivage est parfois spectaculaire. L'eau léchait les installations du spa d'Ein Gedi à son ouverture en 1984. Aujourd'hui, la plage se trouve à plus de un kilomètre et demi du bâtiment. Pour la rejoindre, il faut emprunter un drôle de petit train tiré par un tracteur. La cabine du maître nageur est montée sur roulettes afin de l'avancer quand la rive s'éloigne. « Depuis six ans que je suis là, je vois continuellement l'eau refluer, soupire Esther Ben Ezra, une responsable du spa. C'est un vrai défi. » Plus inquiétante encore serait l'apparition d'une doline au beau milieu du complexe touristique. A une vingtaine de kilomètres au nord, un énorme cratère s'est ouvert il y a quelques semaines au centre du parking de Mineral Beach, une plage très fréquentée. L'endroit est désormais interdit aux vacanciers, alors qu'un resta-

urant venait d'y ouvrir ses portes après des années de travaux.

L'inquiétude est maximale chez les habitants de la région, dont le tourisme est le principal gagne-pain. « L'impact économique est dramatique », insiste Gundi Schachal. Arrivée il y a trente ans à Ein Gedi, cette femme d'origine allemande a exercé un peu tous les métiers, de l'agriculture à l'éducation en passant par le tourisme. Aujourd'hui, elle gère le petit zoo du kibboutz et sensibilise les visiteurs aux menaces qui pèsent sur la mer Morte. Elle rappelle qu'un camping a dû fermer ici dès les années 1990, privant la communauté de millions de shekels de revenus. Marchant prudemment dans le paysage lunaire qui s'est formé à l'endroit où l'eau s'est retirée, elle montre un trou béant : « Celui-ci est nouveau, ou peut-être s'est-il élargi. » Certaines cre-



vasses s'additionnent les unes aux autres, formant des gouffres immenses de plus d'une dizaine de mètres de diamètre.

Composition minérale unique

La situation peut-elle s'inverser ? Fin 2013, Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne ont signé un accord pour la construction d'un pipeline reliant la mer Rouge à la mer Morte. A terme, le lac salé devrait recevoir 100 millions de mètres cubes d'eau chaque année. Mais les travaux n'ont pas encore débuté. Et les scientifiques comme les défenseurs de l'environnement sont nombreux à douter des bienfaits de ce projet. Certains soulignent que le mélange de deux eaux salées risque d'entraîner une prolifération d'algues rouges et la formation de gypse, mettant en péril la composition minérale unique de la mer Morte.

« De toute façon, l'apport en eau prévu dans cet accord ne représente que 10 % de ce que la mer Morte recevait grâce au Jourdain, note Alon Tal, professeur à l'université Ben-Gourion-du-Néguev. Avec ou sans pipeline, son niveau continuera à baisser. »

MARIE DE VERGES

Le scénario escamoté d'une France « 100 % énergies renouvelables »

Une étude inédite de l'Ademe, prévoyant un mix électrique sans nucléaire à l'horizon 2050, a été déprogrammée d'un colloque à Paris

Ce devait être le clou d'un colloque organisé, les 14 et 15 avril à Paris, par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). L'établissement public, placé sous la tutelle des ministères de l'écologie et de la recherche, devait y dévoiler un scénario « 100 % énergies renouvelables », traçant la voie vers un bouquet électrique intégralement composé de ressources « vertes » à l'horizon 2050. L'Ademe l'avait annoncé en fanfare au début de l'année : « Le point d'orgue de ce colloque est la présentation d'une étude inédite qui fournit les pistes pour une production d'électricité 100 % renouvelable. »

Las, la présentation a disparu du

programme des deux journées, sobrement intitulées : « Les énergies renouvelables dans le mix électrique français ». Que s'est-il passé ? Interrogée par *Le Monde*, l'agence explique que l'étude n'est pas encore finalisée. Il faut « consolider certains points, mener des vérifications supplémentaires, confronter les hypothèses avec les professionnels du secteur, intégrer davantage de paramètres, affiner les implications économiques et technologiques... » Bref, il serait prématuré de divulguer des conclusions qui « comporteraient des manques et ne seraient pas à 100 % fiables », sur un sujet « très sensible ».

Sensible, et même explosif, le dossier l'est assurément. Ce serait

même, pensent certaines ONG, la raison de la déprogrammation du brûlot. Imaginer un mix électrique entièrement renouvelable – donc sans nucléaire – revêt un caractère iconoclaste, dans un pays où l'atome en représente les trois

Ségolène Royal a affirmé qu'elle n'était pas intervenue pour reporter la publication de l'étude

quarts. Alors que la réduction de la part du nucléaire à 50 % en 2025, inscrite dans le projet de loi de transition énergétique qui doit être adopté avant l'été, est farouchement combattue par la droite à l'Assemblée nationale et au Sénat – et en coulisses par les électriciens et certains syndicats du secteur de l'énergie –, rendre public un tel scénario n'aurait pu que jeter de l'huile sur le feu.

« Parfaitement réaliste »

Au *Monde*, la ministre de l'écologie et de l'énergie, Ségolène Royal, a affirmé, vendredi 3 avril, qu'elle n'était pas intervenue pour faire mettre sous le boisseau la sulfureuse étude, dont elle « ignorait »

les tribulations. Mais, ajoute-t-elle, « si mes services ont demandé à l'Ademe de faire preuve de cohérence [avec la politique énergétique du gouvernement], ils ont eu raison ». La loi de transition énergétique prévoit de porter la part des renouvelables dans la production d'électricité à 40 % en 2030 – très loin, donc, d'un objectif de 100 % – et la ministre écarte toute stratégie qui conduirait à une sortie complète du nucléaire.

« Nous sommes surpris du report de la publication de cette étude, qui promet d'être très instructive et d'ouvrir de nouveaux champs de connaissance », ne s'en étonnent pas moins le Réseau Action Climat et le Comité de liaison des

énergies renouvelables. A leurs yeux, la perspective d'une France dénucléarisée, tirant son électricité du vent, du soleil, des barrages et des énergies marines, est « parfaitement réaliste ».

L'Ademe assure que l'étude, dont elle a financé le coût (294 000 euros), sera divulguée au « second semestre de 2015 ». Après l'adoption de la loi de transition énergétique donc. Mais avant la COP 21 de décembre ? Pour le pays hôte de la conférence mondiale sur le climat, ce pourrait être l'occasion d'afficher, devant ses partenaires, qu'il ne s'interdit pas de voir loin et qu'il est à tout le moins légitime d'explorer tous les scénarios. ■

PIERRE LE HIR

LE GRAND RENDEZ-VOUS

Europe 1 Le Monde

DIMANCHE À 10H
THIERRY SOLÈRE

EN DIRECT SUR EUROPE 1 ET ITÉLÉ

interviewé par

Jean-Pierre Elkabbach, Arnaud Leparmentier et Michaël Darmon